

de Turnhalle, qui devait mener à la création d'un gouvernement namibien acceptable à ses yeux mais excluant la SWAPO.

En janvier 1976, le Conseil de sécurité adoptait à l'unanimité la résolution 385 qui, notamment, condamnait l'occupation illégale de la Namibie et l'imposition par l'Afrique du Sud de lois favorisant la discrimination raciale; il prônait aussi la tenue d'élections libres, supervisées par l'ONU, dans l'ensemble du territoire, considéré comme étant une seule entité politique.

L'année suivante, le Conférence de Turnhalle aboutissait à une constitution provisoire et en 1978, elle fixait une date pour la tenue d'élections devant mener à l'indépendance du territoire. L'Alliance démocratique de Turnhalle (DTA), coalition de partis ethniques dont la SWAPO était exclue, fut formée pour participer aux élections. Peu après, Pretoria annexa unilatéralement Walvis Bay, seul port en eau profonde de la Namibie. Pour riposter, le Conseil de sécurité décréta alors un embargo obligatoire sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud. En janvier 1978, les troupes sud-africaines ont attaqué des camps de la SWAPO dans le sud de l'Angola.

Guidés par l'esprit de la résolution 385, cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité (la Grande-Bretagne, le Canada, la France, la RFA et les États-Unis) ont formé le Groupe des Cinq, ou "Groupe des sages", en 1977. En avril 1978, ce Groupe a soumis au Conseil de sécurité une proposition concernant l'indépendance de la Namibie, et elle a été acceptée tant par Pretoria que par la SWAPO. En septembre, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 435, qui définissait un cadre global pour l'indépendance de la Namibie et qui établissait le Groupe d'assistance des Nations-Unies pour la période de transition, qui devait favoriser l'accès le plus rapide possible de la Namibie à l'indépendance, au moyen d'élections libres supervisées par l'ONU.

Les pressions des gouvernements occidentaux donnaient du poids à l'initiative du Groupe des Cinq. Ainsi, même si Ottawa n'avait pas interdit aux compagnies canadiennes faisant affaire en Namibie de payer des taxes au gouvernement sud-africain (le Canada reconnaissait